

## PAS DE CENTRALES A CHARBON POUR LES PAUVRES

Rémy Prud'homme<sup>1</sup>

23 septembre 2015

A grands sons de trompe, le gouvernement annonce la fin des « subventions » aux exportations de centrales à charbon. En réalité, la France ne subventionne nullement de telles exportations. Elle garantit, par l'intermédiaire de la COFACE, les crédits accordés par les banques pour ces exportations-là, comme pour à peu près toutes les exportations. La formulation se situe donc quelque part entre exagération et mensonge. La ministre ajoute que les « subventions » qu'elle supprime vont être redirigées vers les exportations de centrales éoliennes ou photovoltaïque. Cette affirmation ne veut rien dire, parce que ces exportations sont déjà éligibles aux garanties de la COFACE, et parce que de toutes façons la France est importatrice, pas exportatrice, de panneaux photovoltaïques et de turbines éoliennes. Nous sommes de nouveau dans l'exagération ou le mensonge de la com. On n'y prêterait guère attention si ces déclarations n'étaient pas une véritable déclaration de guerre contre les pays pauvres.

Les pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est ont désespérément besoin d'électricité pour se développer. Sans électricité, pas d'usines, pas d'hôpitaux, pas de lecture lorsque le soleil est couché. Le communisme, disait Lénine, c'est les soviets plus l'électricité (par communisme, il voulait dire développement). M. Borloo vient de redécouvrir cette évidence, et il fait de son mieux pour la populariser. Dans ces pays, l'électricité, c'est principalement des centrales au charbon, moins chères et plus fiables que les autres sources. Le cas de la Chine est éloquent : au cours des trente dernières années elle a sorti des centaines de millions d'êtres humains de la pauvreté extrême en multipliant sa production d'électricité thermique par 10. Tous les pays pauvres veulent suivre cet exemple. La décision française prétend les en empêcher. Elle est arrogante, et même indécente. Le fait que d'autres pays développés, notamment les Etats-Unis, prennent des décisions semblables, et ont interdit à la Banque Mondiale d'accorder des prêts aux mines de charbon et aux centrales électrique au charbon,

---

<sup>1</sup> Professeur des Universités (émérite)

ne rend pas la décision française moins arrogante et indécente.

Donald Kaberuka, un Rwandais, président de la Banque Africaine de Développement - qui sait mieux que les bobos parisiens ou les multinationales vertes de quoi ont besoin les pays africains - le dit sans ambages en mars 2015 : « *Les gouvernements occidentaux sont hypocrites ; eux qui se sont enrichis avec les combustibles fossiles, disent maintenant aux pays africains : vous n'avez pas le droit de construire des barrages, ni des centrales à charbon, contentez-vous de ces renouvelables hors de prix. Les pays africains ne les écouteront pas* ». Il faut n'avoir ni tête ni cœur pour ne pas entendre ce cri des pauvres.

Heureusement, les gesticulations françaises auront peu d'effets en Inde ou en Afrique. Elles permettront peut-être au gouvernement de glaner quelques voix écologistes en France (et cela n'est même pas certain). Elles réduiront l'activité et l'emploi dans plusieurs entreprises françaises. Mais il y aura des entreprises concurrentes dans d'autres pays, développés ou semi-développés, qui seront trop contentes de vendre des centrales à charbon (probablement plus polluantes que les nôtres, du reste). Il y aura aussi des pays comme la Chine disposés à consentir des prêts à cet effet ; le succès de la Banque Internationale d'Investissement que vient de créer l'empire du Milieu tient en grande partie à ce qu'elle a explicitement annoncé sa volonté de financer de telles centrales. Et il y aura surtout des pays pauvres déterminés à acheter ces équipements, afin d'avancer sur la voie du développement dans laquelle ils sont enfin, depuis quelques décennies, engagés.